



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 116 du 23 juin 2016

Pays Nordiques

Brexit. Selon la Danske Bank, un Brexit pourrait faire basculer le Danemark et la Finlande en récession au 2^{ème} semestre 2016 et risquerait de réduire le taux de croissance des pays de la zone nordique jusqu'à 1 pt % en 2017.

Tele2. Tele2, opérateur suédois contrôlé par la holding Kinnevik (47,6 % des droits de vote), rachète la filiale suédoise de son concurrent danois TDC pour 2,9 MdsSEK (soit environ 300 M€). Cette acquisition permettra à Tele2 de se renforcer sur le segment des services aux entreprises. TDC estime, pour sa part, que la vente de sa filiale suédoise (revenus nets de 3,4 MdsSEK, résultat Ebitda de 0,4 MdSEK et plus de 800 salariés) permettra de dégager une plus-value de l'ordre de 800 MDKK (soit environ 110 M€). Tele2 financera l'acquisition par une augmentation de capital d'environ 310 M€ préservant la solvabilité du groupe. Sigve Rekke, le Directeur général de l'opérateur norvégien Telenor table pour sa part sur une poursuite de la consolidation du secteur dans la zone nordique. La tendance à la recherche de plus de « contenu » dans les services offerts aux clients s'accroît et poussera à des rapprochements et de nouvelles collaborations (prestations Spotify dans les abonnements de Telia Company, par exemple, qui a pris une participation dans le capital de ce dernier, collaboration entre l'opérateur 3 et le français Deezer).

Telia. Telia Company, le premier opérateur de téléphonie dans les pays nordiques avec pour principaux actionnaires les Etats suédois et finlandais (resp. 37,3 % et 3,2 % des droits de vote), annonce la vente de ses parts dans sa filiale espagnole Yoigo (76,6 % du capital) pour 479 M€. C'est Masmovil, opérateur de téléphonie mobile espagnol, qui reprend Yoigo qui compte au total 3,3 millions d'abonnés et 7 % de part de marché en Espagne. Avec cette vente, Telia Company continue à renforcer sa présence sur ses marchés prioritaires que sont les pays nordiques et baltes.

Danemark

Croissance. La Banque centrale danoise vient de réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour 2016 et 2017. La croissance n'atteindrait que +1,0 % (contre +1,3 % annoncé précédemment) en 2016, et +1,6 % en 2017 (contre +1,8 %) mais continuerait à s'accompagner d'une hausse de l'emploi. La consommation privée, soutenue par la faiblesse des taux d'intérêt et par la progression des salaires réels, et les investissements seraient les principaux moteurs de la croissance en 2016, et les exportations deviendraient plus dynamiques à partir de 2017.

Immobilier. A l'occasion de la 14^{ème} réunion tenue depuis sa mise en place en 2013, le Conseil du Risque Systémique alerte sur la forte progression des prix sur le marché immobilier, les prix réels des appartements étant quasiment revenus à leur niveau de 2006, au moment de l'éclatement de la bulle immobilière. Dans la région de Copenhague, un appartement standard coûte désormais 320 000 €, soit près de 30 000 € de plus qu'il y a un an, selon Realkreditrådet, la plus importante association d'établissements de crédit hypothécaire. Le Conseil du Risque Systémique a annoncé le lancement d'une consultation sur les moyens de limiter la hausse des prix immobiliers.

Finlande

Coopération bilatérale. Le Premier ministre finlandais Juha Sipilä a rencontré à Paris le Président François Hollande et le Premier ministre Manuel Valls. Les discussions ont porté sur l'actualité économique et financière de l'UE et de la zone euro, ainsi que sur les relations économiques bilatérales. L'entretien avec le président français a également abordé la question de la coopération de défense européenne, et dans une déclaration conjointe, les deux dirigeants ont estimé que la défense et la sécurité « ont le potentiel de devenir des moteurs de l'intégration européenne », en demandant au Conseil européen de « fournir des orientations pour améliorer l'efficacité et les capacités de la dimension militaire de l'Union ». Les deux dirigeants ont également évoqué l'idée de créer un centre d'excellence pour étudier les menaces hybrides et favoriser le renforcement de la coopération entre l'UE et l'OTAN.

Conjoncture. La banque de Finlande a revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2016 à +1,1 % alors qu'elle tablait en décembre 2015 sur un accroissement du PIB de +0,7 %. La croissance serait essentiellement tirée par



La quinzaine nordique – 23 juin 2016 © DG Trésor

l'investissement privé (+4,7 % en 2016), particulièrement dans le secteur de la construction, alors que la contribution du commerce extérieur devrait rester négative. La Banque de Finlande prévoit également une amélioration sur le marché du travail et particulièrement dans certains secteurs des services et de la construction, poursuivant la tendance à la baisse du taux de chômage depuis près d'un an (8,9 % en mai 2016 contre 9,4 % en mai 2015). La banque de Finlande estime cependant que la croissance de la productivité devrait rester atone et que le nombre de chômeurs de longue durée devrait continuer à croître.

Stratégie énergie-climat. Le scénario de base pour la nouvelle stratégie énergie-climat a été publié. Ce scénario présente, entre autres, les perspectives d'évolution des émissions de gaz à effets de serre, de la production et de la consommation d'énergie jusqu'en 2030. Sur la base de ce scénario, le ministère de l'emploi et de l'économie, en lien avec les autres ministères, prépare d'ici la fin de l'année 2016 la stratégie énergie-climat qui doit permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le programme gouvernemental de mai 2015, dont l'accroissement à 50% de la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie d'ici 2030 et la réduction de moitié de la part des importations de pétrole pour usage domestique par rapport au niveau de 2005. Les citoyens ont la possibilité de participer à la préparation de la nouvelle stratégie en formulant des propositions sur une plateforme numérique créée par le ministère de l'emploi et de l'économie.

Remaniement ministériel. Lors du congrès du parti du Rassemblement national (*Kokoomus*), Petteri Orpo a été élu à la tête du parti en remplacement d'Alexander Stubb. De ce fait, le nouveau président de ce parti membre de la coalition gouvernementale a annoncé un remaniement ministériel parmi les ministres membres du *Kokoomus* : Petteri Orpo devient ministre des finances en remplacement d'Alexander Stubb, l'actuelle vice-présidente du Parlement Paula Risikko est nommée ministre de l'intérieur à la place de Petteri Orpo et Kai Mykkänen obtient le ministère du commerce extérieur et du développement en remplacement de Lenita Toivakka. Enfin Sanni Grahn-Laasonen conserve le portefeuille de l'éducation et de la culture.

Islande

ISK offshore. Dans le cadre du programme de levée des contrôles de capitaux, la Banque centrale a tenu les enchères destinées à absorber les actifs liquides d'investisseurs non résidents (ISK offshore) le 16 juin 2016. Les résultats font état de 1646 offres, dont 1619 acceptées pour un montant total de 72 Mds ISK, bien inférieur au montant total d'actifs mis en vente (178 Mds ISK). La banque centrale a décidé de laisser ouverte la possibilité de convertir des ISK vers des euros jusqu'au 27 juin, à un taux de 190 €/ISK, qui est le taux d'équilibre des enchères.

Norvège

Intégration européenne. Le 13 Juin 2016 le Parlement a adopté à 136 voix pour et 29 voix contre l'amendement proposé par le gouvernement norvégien sur l'adhésion de la Norvège au mécanisme européen de surveillance financière. La constitution norvégienne interdisant tout transfert de souveraineté à une organisation nationale dont elle n'est pas membre, le gouvernement s'est basé sur le paragraphe 115 de la Constitution qui permet un transfert de souveraineté à condition qu'il soit approuvé par une majorité des trois quarts au Parlement. L'adhésion de la Norvège à ce mécanisme permettra ainsi d'incorporer la législation européenne sur le système bancaire et financier dans l'accord sur l'Espace Economique Européen. La participation de l'autorité de supervision financière norvégienne au mécanisme européen de supervision financière ne s'accompagnera cependant pas d'un droit de vote pour la Norvège pour les décisions européennes portant sur ce domaine.

Défense. Le gouvernement norvégien a annoncé le vendredi 17 juin souhaiter une augmentation du budget de la défense, avec 172 MdsNOK (18 Mds€) supplémentaires sur une période de 20 ans, et un repositionnement stratégique avec la fermeture de 11 bases. Les journaux norvégiens estiment que ces mesures permettraient une plus grande implication de la Norvège dans les activités de l'OTAN mais aussi une plus grande autonomie en matière de défense.

Innovation. *Innovasjon Norge*, agence gouvernementale pour l'export du savoir-faire et des produits de l'industrie norvégienne, a tenu le mardi 31 mai 2016 son traditionnel « discours de l'innovation » avec le conseil norvégien de la recherche, et SIVA, entreprise publique chargée du développement de l'innovation en Norvège par la création d'espaces de travail et d'incubateurs de start-up. Ont notamment été évoquées les 10 priorités identifiées par le groupe de travail « dream loft » (acteurs publics et privés) dont parmi elles : la création d'un label « Norvège » qui puisse donner une nouvelle visibilité aux compétences développées dans le pays, le renforcement des liens entre les entités locales et nationales pour une meilleure stratégie à l'export ou encore l'harmonisation des recommandations du Parlement pour une meilleure visibilité des politiques devant renforcer l'innovation.



Brexit. Contactée par le journal Politico, la Première Ministre Erna Solberg s'est exprimée le 16 Juin sur l'avenir du Royaume-Uni au sein de l'Europe si le vote pour la sortie de l'UE l'emportait lors du référendum du 23 Juin. Nuançant certains partisans du Brexit qui citent la Norvège comme un modèle de réussite en tant que pays en-dehors de l'UE, elle a souligné les nombreux désavantages de la situation norvégienne : de l'absence de droit de vote, alors que la Norvège transpose près de 75% de la législation européenne, à sa place marginale au sein des instances de décision, la position de la Norvège la force à agir comme un « lobby » à Bruxelles. Pour la Première Ministre, ce type de relation avec l'UE semble difficilement imaginable pour un grand pays comme le Royaume-Uni.

Suède

Brexit. La Suède s'inquiète des conséquences d'un éventuel Brexit, car elle y perdrait son principal allié au sein de l'UE : selon la presse locale, la Suède vote dans 89 % des cas comme le Royaume-Uni dans les décisions européennes. En outre, le Royaume-Uni est le 4^{ème} partenaire commercial de la Suède (près de 10 Mds€ d'exportations, soit 7 % des exportations globales) et le 3^{ème} pays client pour les exportations de services. Parmi les grandes entreprises suédoises avec une forte implantation au Royaume-Uni, figurent AstraZeneca, Skanska, SCA, H&M, Stora Enso, Getinge et Trelleborg. Au total, 66 000 emplois suédois sont concernés par les échanges avec le R-U et environ 90 000 suédois habitent aujourd'hui dans le pays. L'importance de la relation économique bilatérale explique sans doute pourquoi 83 % des dirigeants suédois et 87 % des grands patrons estiment dans un sondage récent qu'un Brexit serait mauvais pour la Suède. Les menaces de Brexit auraient d'ores et déjà affecté les relations commerciales puisque les exportations suédoises vers le Royaume-Uni ont chuté de 17 % au cours du premier trimestre 2016. Si la nouvelle ministre des Affaires européennes, Ann Linde (S), ne souhaite pas voir le Royaume-Uni quitter l'UE, elle souligne dans le même temps que si c'était le cas, le Royaume-Uni ne pourrait pas compter sur un libre accès au marché intérieur et sur d'autres avantages liés à l'appartenance à l'UE : pour la ministre, quitter l'Union doit être coûteux. Magdalena Andersson, ministre des Finances, précise, pour sa part, que si la Suède perdait son allié britannique au sein de l'UE, elle devrait renforcer ses liens avec d'autres pays, l'Allemagne notamment.

Conjoncture. Selon l'Institut de la Conjoncture (KI), la croissance du PIB atteindra +3,6 % en 2016 (+4,2 % en 2015) et +2,1 % en 2017. En raison de la hausse de la population, notamment sous l'effet de l'immigration, le taux de croissance du PIB par habitant atteindra pour sa part +2,4 % en 2016 (+3,1 % en 2015) puis +0,6 % en 2017, et +0,5 % en 2018. Avec la hausse de la population active, le chômage ne refluera que progressivement de 7,4 % en 2015 à 6,9 % en 2016 puis à 6,3 % à l'horizon 2017.

Intégration. Entre 2011 et 2015, la Suède a accordé 540 000 permis de séjour, dont 130 000 étaient à l'origine des demandes d'asile et 200 000 des demandes de regroupement familial. Le niveau élevé d'accueil au cours de cette période s'accompagne d'une détérioration des conditions d'intégration sur le marché du travail. Dans un nombre croissant des 290 communes du pays, le taux de chômage des personnes nées à l'étranger dépasse désormais 30 % (33 communes concernées en avril 2011 et 107 communes en avril 2016), et 12 communes (Ovanåker, Ockelbo, Avesta...) affichent un taux de chômage de plus de 50 % en 2016 pour les personnes nées à l'étranger, alors qu'en 2012 aucune commune suédoise n'affichait de tels résultats. Au niveau national, le taux de chômage des personnes nées à l'étranger est aujourd'hui en moyenne de plus de 21 %, contre moins de 5 % pour les personnes nées en Suède.

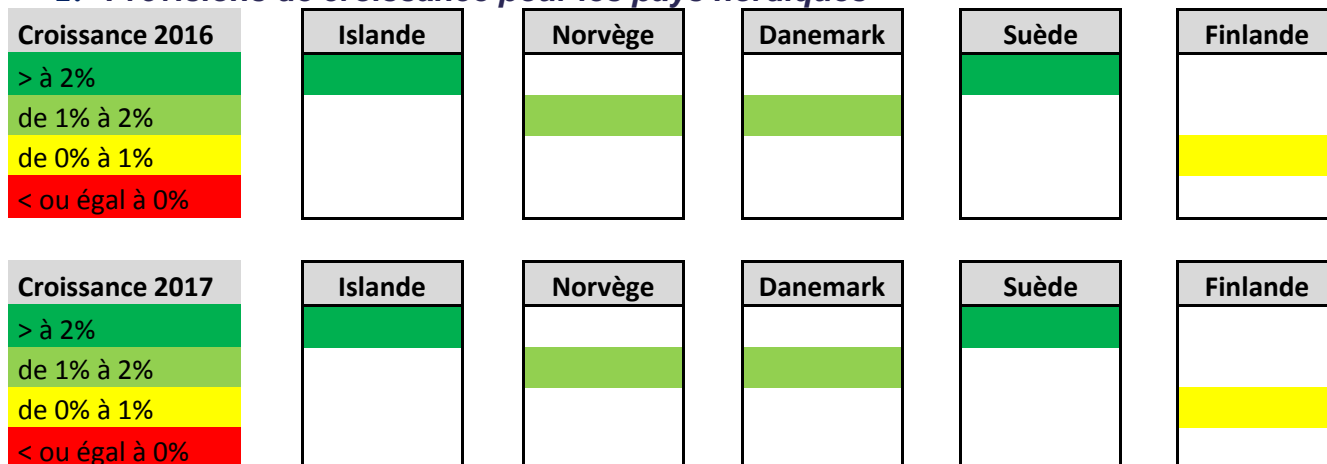
Électricité. Le gouvernement suédois rose-vert et l'opposition de centre-droit ont conclu un accord transpartisan historique de long terme sur l'énergie. La suppression de la taxe sur l'effet thermique des réacteurs nucléaires devrait permettre au nucléaire de rester en exploitation et d'assurer son rôle de transition vers les EnR à l'horizon 2040. La construction de nouveaux réacteurs reste possible, mais elle est pénalisée par le contexte de prix bas de l'électricité, qui pourrait se maintenir suite à la décision de la Commission transpartisane sur l'énergie de prolonger le marché des certificats verts d'électricité EnR jusqu'en 2030.

Construction. En 2015, 14 959 nouveaux logements ont été construits dans la région de Stockholm, soit une augmentation du rythme de construction de plus de 50 % comparé à la période allant de 2006 à 2014 où environ 9 800 logements étaient construits chaque année. La croissance démographique dans la région est forte avec entre 30 000 et 40 000 nouveaux habitants chaque année depuis 2007. Pour répondre à cet enjeu, les municipalités se sont données un objectif de construction de 16 000 nouveaux logements par an, un niveau jamais atteint jusqu'à présent. Les municipalités de la région estiment que l'objectif sera largement dépassé dans les mois et années à venir, prévoyant la construction de 22 500 logements en 2016 et 24 000 en 2017.



La quinzaine nordique – 23 juin 2016 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (Mai 2016)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Gouvernement	1,1	1,7	1,4	1,0	1,2	1,6	3,8	2,2	-	-
Banque centrale	1,0	1,6	1,1	1,1	1,0	1,7	3,7	2,7	4,5	4,0
Institut stat./conj****.	1,1	2,3	0,9	1,2	1,7	2,1	3,6	2,1	4,0	3,1
Commission*	1,2	1,9	0,7	0,7	1,2	1,7	3,4	2,9	3,5	3,3
FMI**	1,6	1,8	0,9	1,1	1,0	1,5	3,7	2,8	3,7	3,0
OCDE***	1,0	1,8	1,0	1,2	0,6	1,3	3,4	2,8	4,4	3,5
SEB	1,5	2,2	0,7	1,1	1,2	1,5	4,0	2,8	-	-
Nordea	1,7	1,9	0,5	0,7	1,9	1,4	4,0	2,0	-	-
Danske Bank	1,1	1,6	1,2	1,3	1,2	2,2	3,3	1,7	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (mai 2016)

** World Economic Outlook (avril 2016) ou rapports pays

*** Perspectives économiques (novembre 2015)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statistiska

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Déficit										
Gouvernement	-2,0	-1,8	-2,4	-2,4	6,6	-	-0,4	-0,7	-	-
Commission*	-2,5	-1,9	-2,5	-2,3	6,1	5,2	-0,4	-0,7	0,5	0,5
FMI**	-2,8	-2,0	-2,8	-2,6	5,4	5,1	-0,9	-0,8	14,4	-0,5
OCDE***	-2,5	-2,1	-2,4	-1,6	3,2	3,1	0,2	0,1	0,3	0,5

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Dettes										
Gouvernement	39,1	38,8	64,6	66,4	-	-	42,5	41,1	-	-
Commission*	38,7	39,1	65,2	66,9	30,6	34,2	41,3	40,1	57,0	53,0
FMI**	47,4	47,7	64,3	66,2	27,9	27,9	42,6	41,9	56,1	52,6

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Autres										
inflation (IPCH)*	0,6	1,5	0,0	1,3	3,0	2,5	0,9	1,2	1,8	2,7
cons. privée*	1,5	1,7	0,7	0,5	1,1	1,4	2,8	2,9	4,5	4,0
chômage (BIT)*	5,9	5,6	9,4	9,3	4,4	4,7	6,8	6,3	4,0	3,8

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2016)

** World Economic Outlook (avril 2016) ou rapports pays

*** Perspectives économiques (mai 2016)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

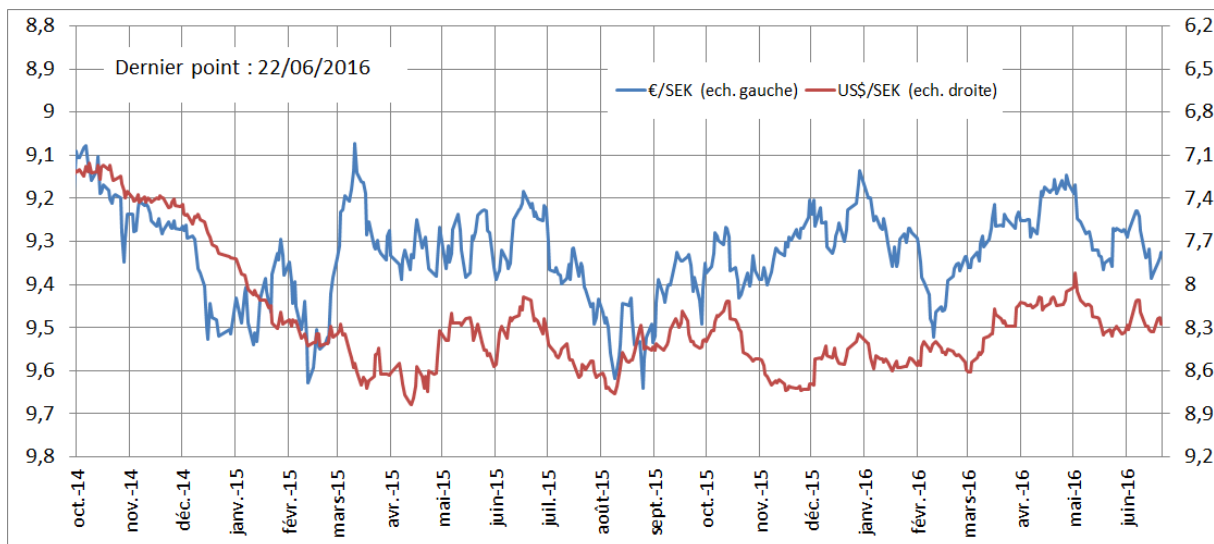
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

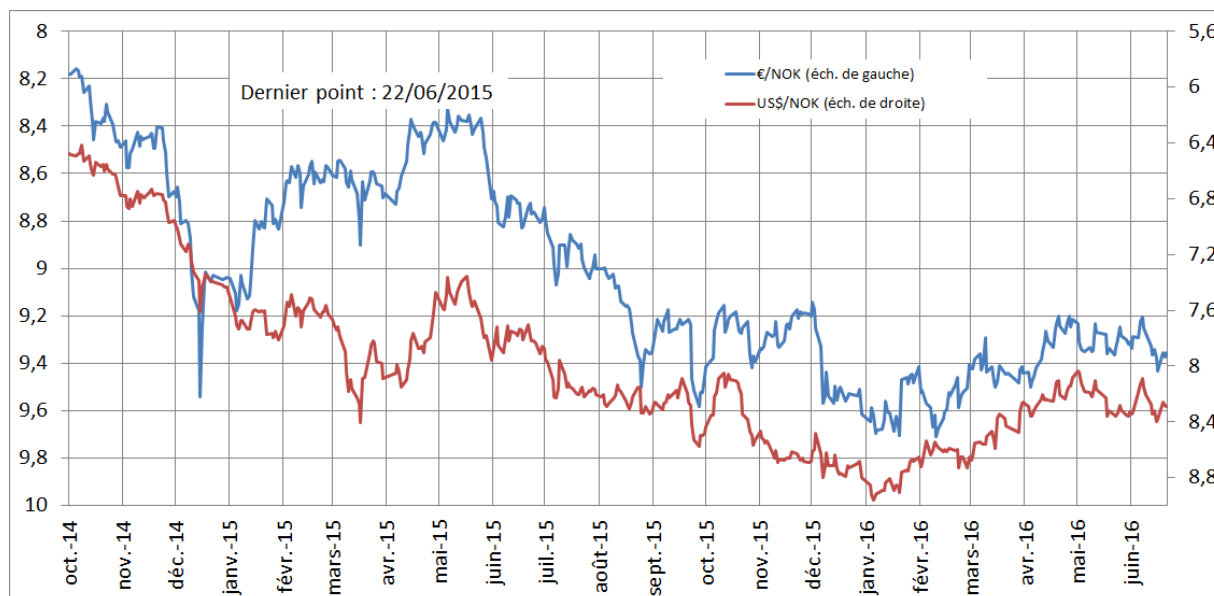


3. Evolution historique des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Olivier Redoulès (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Simone Le Ray, Michel Lallemant, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Christian Fatras, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaître, Julien Grosjean, Thomas Charrier, Olivier Redoulès).